

2. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Quels facteurs incitent les individus à investir dans l'éducation ?

- Les avantages sont plus importants pour les diplômés de l'enseignement supérieur que pour les diplômés de l'enseignement secondaire ou du postsecondaire, non supérieur.
- L'enseignement supérieur procure des avantages substantiels dans la plupart des pays, générant en moyenne dans les pays de l'OCDE, pour un homme, un rendement financier net de l'ordre de près de 175 000 USD au cours d'une carrière.
- Les avantages liés à l'investissement dans des études supérieures sont généralement moins importants pour les femmes, de l'ordre de près de 65 000 USD de moins en moyenne.

Description

Les efforts consentis pour poursuivre ses études au-delà du cursus obligatoire peuvent être envisagés comme un investissement pouvant générer des avantages, notamment des retombées financières à plus long terme. On investit dans sa formation de deux manières différentes : directement, par exemple par le paiement de droits de scolarité, et indirectement, en renonçant à des revenus potentiels lorsqu'on étudie et que l'on ne travaille pas (les « coûts »). Comme pour tout investissement, un rendement net actualisé peut être calculé. Dans ce cas, le rendement est essentiellement déterminé par le fait que les personnes mieux formées gagnent plus et risquent moins d'être au chômage (les « bénéfices »). Lorsque le rendement est élevé, l'incitation financière à poursuivre des études est réelle.

Résultats

En moyenne dans les pays de l'OCDE, le rendement net de l'investissement privé dans des études supérieures est de près de 175 000 USD pour les hommes et de 110 000 USD pour les femmes. Pour une formation dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou dans l'enseignement postsecondaire non supérieur, ce rendement chute à 78 000 USD pour les hommes et à 63 000 USD pour les femmes.

Toutefois, derrière ces moyennes se cachent de grandes différences entre pays. Les hommes qui investissent dans une formation supérieure peuvent en retirer un avantage net allant d'un peu moins de 56 000 USD au Danemark à un peu moins de 374 000 USD au Portugal (pour les femmes, les chiffres sont respectivement d'un peu moins de 52 000 USD et de près de 211 000 USD). Cependant au Danemark, tout comme en Nouvelle-Zélande et en Suède, l'octroi de bourses et de prêts d'études réduit les coûts de l'investissement et augmente l'attrait d'une formation supérieure, particulièrement pour les individus de condition plus modeste. Dans le cas du Danemark, plus de 55 % de l'investissement privé total est couvert par des bourses accordées par le gouvernement. Toutefois, de

manière générale, le rendement financier d'un investissement dans une formation supérieure – tout comme dans une formation dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou dans l'enseignement postsecondaire non supérieur – a tendance à être lié aux revenus du travail ; les autres facteurs pèsent de manière moins importante pour expliquer les différences entre les pays de l'OCDE.

L'investissement privé dans des études supérieures génère un rendement net plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans tous les pays, sauf en Australie, en Espagne et en Turquie, où c'est l'inverse (voir le tableau A9.3 dans *Regards sur l'éducation 2011*). Néanmoins en Corée, aux États-Unis, en Irlande, au Portugal, au Royaume-Uni et en Slovénie, le rendement de l'enseignement supérieur est supérieur à 150 000 USD pour les hommes et les femmes ; un montant propre à inciter fortement les individus à atteindre ce niveau de formation. Dans certains pays, le rendement relativement faible d'une formation dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire incite les femmes à poursuivre leur formation jusqu'à un niveau supérieur ; ceci leur permet de pleinement bénéficier du fait d'être allé au-delà de l'enseignement obligatoire.

Définitions

Les retombées économiques de la formation sont mesurées par la valeur actuelle nette. Dans le calcul de la valeur actuelle nette privée (VANP), les coûts privés de l'investissement comprennent le manque à gagner après impôt, ajusté de la probabilité de trouver un emploi (dérivée du taux d'emploi) et les coûts directs de l'éducation. Le taux d'actualisation de 3 % retenu dans l'analyse exposée ici est proche du taux d'intérêt associé dans des conditions normales à un investissement dans des obligations d'État dans la plupart des pays de l'OCDE. Le taux utilisé dans cette édition est inférieur au taux de 5 % utilisé dans l'édition 2009 de *Regards sur l'éducation*. La modification du taux d'actualisation a un impact important sur la valeur actuelle nette de l'éducation, dont il y a lieu de tenir compte lors de la comparaison des résultats entre ces deux éditions.

Pour en savoir plus

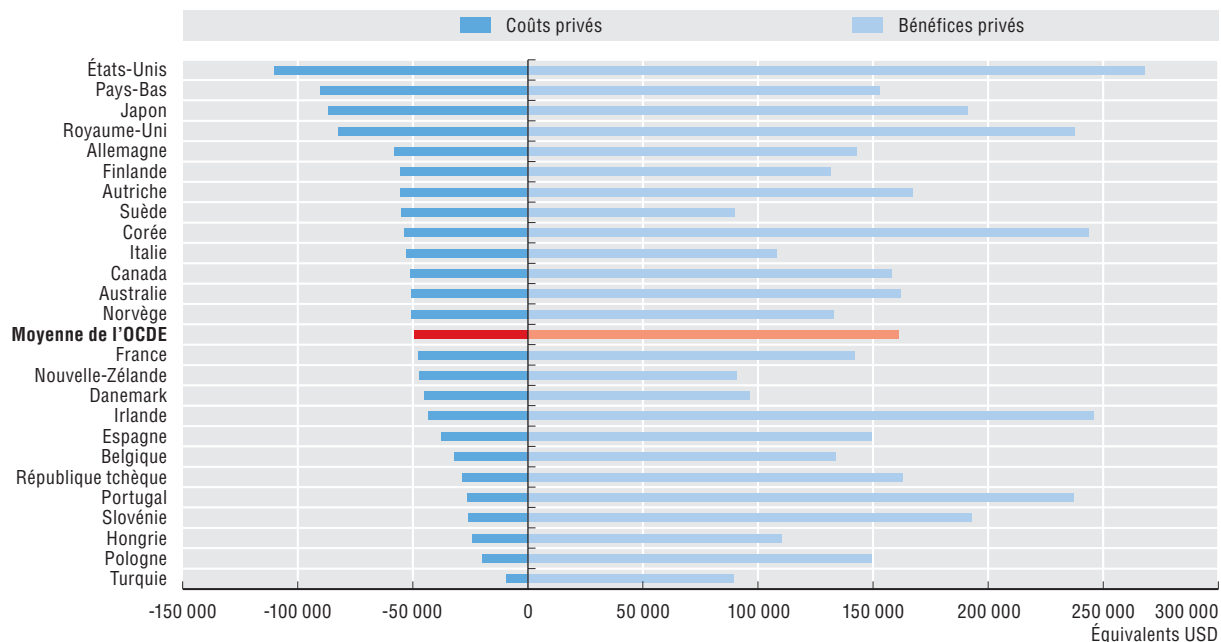
Des informations et des notes complémentaires, une explication détaillée des sources et des méthodes ainsi qu'une explication technique du calcul de la VANP sont disponibles dans l'édition 2011 de *Regards sur l'éducation* (indicateur A9).

2. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Quels facteurs incitent les individus à investir dans l'éducation ?

Graphique 2.5. Répartition des coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de fin d'études supérieures lors de la formation initiale chez les individus de sexe féminin (2007)

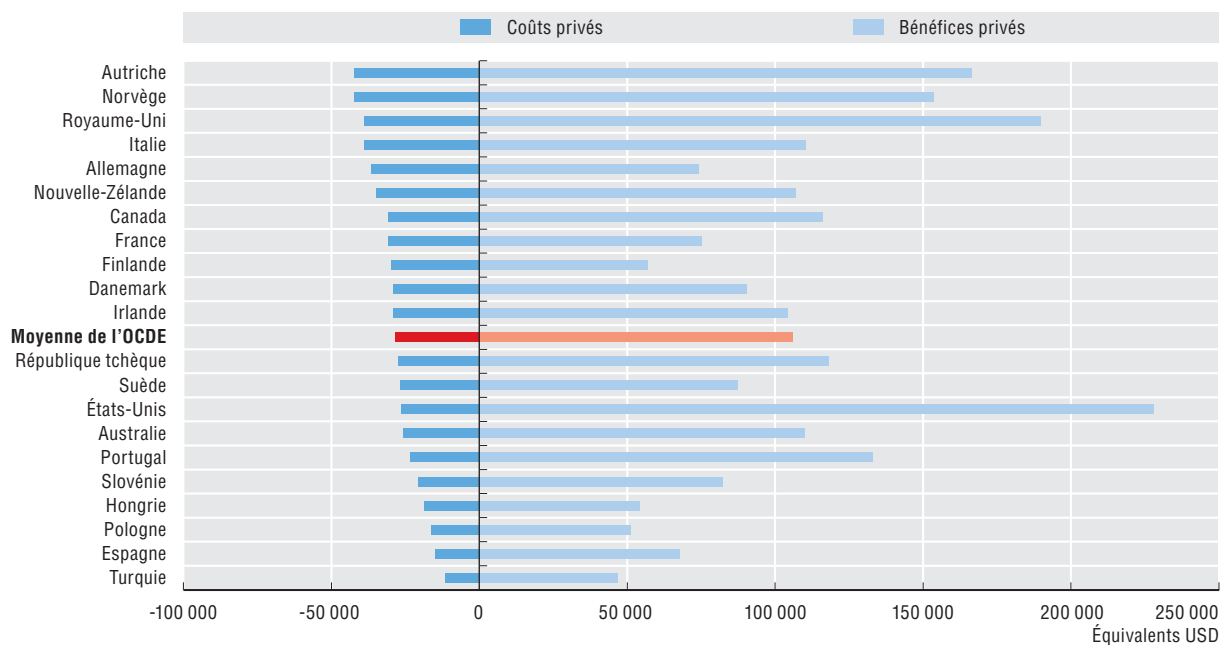
Ce graphique montre la répartition des coûts privés (droits de scolarité et manque à gagner) et des bénéfices privés (revenus plus importants au cours de la vie) chez les individus de sexe féminin ayant obtenu un diplôme de fin d'études supérieures lors de la formation initiale. En moyenne dans les pays de l'OCDE, une femme investissant dans des études supérieures peut espérer un rendement net de l'ordre de 110 000 USD.



Source : OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011*, tableau A9.3, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932470224>.

Graphique 2.6. Répartition des coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de fin d'études supérieures lors de la formation initiale chez les individus de sexe masculin (2007)

Ce graphique montre la répartition des coûts privés (droits de scolarité et manque à gagner) et des bénéfices privés (revenus plus importants au cours de la vie) chez les individus de sexe masculin ayant obtenu un diplôme de fin d'études supérieures lors de la formation initiale. En moyenne dans les pays de l'OCDE, un homme investissant dans des études supérieures peut espérer un rendement net de près de 175 000 USD.



Source : OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011*, tableau A9.3, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932470224>.



Extrait de :
Education at a Glance 2011
Highlights

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2011-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Quels facteurs incitent les individus à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2011 : Highlights*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2011-17-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.